

JEAN-PIERRE PATAT,
AFRIQUE, UN PARTENARIAT NORD-SUD,
PARIS, L'HARMATTAN. 2005, 238 PP.

Mohamed Abdillahi Bahdon

Pág. 347 a 353

Jean-Pierre PATAT présente une réflexion sur une initiative africaine en matière de développement, appelé : le Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique (Nepad). Il mélange la description du processus, qui a mené à l'élaboration de cette initiative, et une analyse des questions qu'elle soulève surtout pour les partenaires occidentaux. En effet face à l'unité apparente affichée par les auteurs du Nepad on observe une division ou divergence d'opinions des responsables des pays du G8, et particulièrement entre les Etats-Unis et les pays européens.

L'auteur manifeste une opinion positive du continent noir à un moment où le discours unique dominant parle de marginalisation de l'Afrique dans un monde globalisé. Au contraire pour lui, les choses changent dans ce continent comme jamais auparavant. Effectivement, après les programmes d'ajustement structurel imposés par le FMI et les réformes politiques des années 1990, le contexte politique, économique et social des pays africains n'est plus le même que celui des décennies antérieures.

Il ne manque pas de rappeler un aspect important des débats des décennies antérieures, qui se réduit à une accusation mutuelle : d'une part l'indifférence du Nord envers les pays du Sud et surtout aux conséquences du legs colonial, du pillage des ressources naturelles, et d'autre part la responsabilité des dirigeants africains, responsables des guerres interétagiques, conflits tribaux, l'incapacité de gérer un espace politique, qu'ils ne contrôlent pas totalement. A introduction l'auteur passe en revue presque tous les problèmes auxquels sont confrontés les pays africains comme l'éducation, la santé, la gouvernance politique, les investissements, la sécurité alimentaire...

Par commodité et pour une meilleure compréhension de la perspective créée par le Nepad, il expose sa réflexion en deux parties. Dans la première partie, il analyse le contexte économique et social de l'initiative des auteurs du Nepad. elle est divisée en trois chapitres : le premier dé-

crit la situation africaine depuis la fin de la décennie 1970, époque où les prix des matières premières – unique source de revenu pour beaucoup de pays africains – ont permis aux producteurs africains d’avoir des devises étrangères et donc de définir des politiques de développement. Mais cette période n’a duré que peu de temps pour avoir un impact. Et à la fin de cette décennie commence ce qu’il appelle «la marginalisation économique, culturelle et sociale» ; les investissements étrangers baissent de manière drastique. D’autre part la mauvaise gestion des affaires publiques, les coups d’Etat et la mise en place des gouvernements corrompus – appuyés de l’extérieur comme la Françafrique - aggravent davantage des crises socioéconomiques latentes à la fin des années 1970. Au début des années quatre-vingt, beaucoup des pays du continent ont été soumis à des Plans d’Ajustement Structurel (PAS) du Fonds Monétaire International et de la Banque Mondiale, connus pour leurs conséquences économique et sociales désastreuses pour les sociétés africaines. Les mesures préconisées par ces deux institutions financières ont été critiquées par certains économistes.

La fin de la guerre froide est une marginalisation encore plus marquée après la chute du Mur de Berlin, avec la dévaluation de l’intérêt stratégique de certaines régions africaines. En termes économiques et de développement, cela résulte une situation critique dans la grande majorité des pays africains, non pas en voie de développement mais en voie de “disparition” selon l’expression de l’auteur de *l’Afrique est mal partie*, René Dumont. Les causes d’une telle situation sont bien connues du public averti ; elles sont d’ordre interne comme les conflits armés, la corruption, la mauvaise gouvernance et la mauvaise gestion des dirigeants politiques et d’ordre externe comme la détérioration sensible de l’aide des pays riches, l’évolution défavorable du prix des produits primaires, l’application de politiques d’ajustement structurelles – qu’ont réduit le rôle de l’État comme agent organisateur du développement – et l’imposition du libéralisme économique par la privatisation des entreprises publiques, la réduction drastique de la fonction publique et la soumission des relations socioéconomiques officielles à des normes juridiques et économiques extérieures dont les dirigeants locaux ont peu d’impact sur leur adoption.

Alors face à une crise socioéconomique et politique grave, il fallait réagir et chercher des solutions pour sortir de cette crise. C’est une tâche

à laquelle des dirigeants d'Etat se sont fixée. A part un groupe de pays comme l'Angola, le Congo, le Gabon, au début de la décennie 2000 les responsables politiques ne sont plus les mêmes ; ce sont des dirigeants qui arrivent au pouvoir après les processus de changement politique entrepris à la fin des années 1990. Sans que le moment sociopolitique que les sociétés africaines vivent à partir des années 1990 soit une variable qui explique tout, ces derniers font preuve d'un "nouvel état esprit" quant aux problèmes du continent. Thabo Mbeki avance l'idée de renaissance africaine. Pour une communauté internationale occupée par les points de l'agenda fixée par les grands pays du Nord comme la sécurité, le contrôle des armes nucléaires, le contrôle de l'immigration ; les responsables africains posent non seulement les problèmes quotidiens auxquels est confronté le continent africain, mais relèvent aussi les atouts qu'il dispose. Par rapport à leurs pairs des trois décennies antérieures, on note une différence de l'approche et de la méthodologie.

Le premier chapitre revient sur certaines causes : manque d'investissements, baisse de l'aide au développement..., qui ont des effets : la marginalisation socioéconomique. Il constitue une introduction à la réflexion que mène l'auteur du livre.

Dans les deux chapitres suivants, Jean-Pierre PATAT expose d'une part la «démarche du Nouveau Partenariat pour le Développement Africain» et d'autre part retrace son historique ou plutôt sa péripétie dans le troisième chapitre «de Gênes à Kananakis...» C'est une idée qui est née de la fusion de deux initiatives en l'an 2000 : le Programme de Renaissance de l'Afrique pour le millénaire proposé par les présidents algérien, Abdel Aziz Bouteflika, Nigérien Obassango et Sud Africain Thabo Mbeki et le plan Oméga proposé par le président Sénégalais, Abdoulaye Wade. À cela il faut ajouter l'Accord de Rectification de l'Afrique élaboré par la Commission Économique des Nations Unies pour l'Afrique. Le NEPAD constitue une vision et un cadre stratégique pour la Renaissance de l'Afrique. C'est la première fois que les dirigeants des pays africains se mettent d'accord sur une initiative du développement du continent après le Plan de Lagos des années quatre-vingt. Avec cette initiative, on passe des relations d'assistance, l'aide venant des pays développés, au partenariat entre les pays africains et le Nord. Sur ce point elle introduit une nouvelle approche sur la question des projets de développement ; même

si l'aide du Nord constitue encore un facteur important. L'établissement d'un partenariat recherché par les acteurs africains change la donne entre les deux parties impliquées. L'aide au développement, quelque soit sa forme, a favorisé le développement d'un système de corruption des élites politiques du Nord comme du Sud. Le partenariat souhaité fait place à d'autres acteurs et particulièrement au secteur privé ; il correspond à un nouveau monde où ce secteur joue un rôle central dans l'organisation sociale. Le partenariat placé au centre de cette initiative africaine montre que le développement est aussi ouvert à l'extérieur, aux pays du Nord. C'est ainsi qu'ils l'ont présentée aux membres du G8 lors de sa réunion annuelle en 2001 à Gênes en Italie sous la dénomination de Nouvelle Initiative Africaine (NIA). C'est est en réalité à ce moment-là que naîtra le Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique. Faut-il préciser qu'il n'entre pas en contradiction avec d'autres initiatives qui sont élaborées de l'extérieur, qui ne cherchent pas l'appui des premiers bénéficiaires comme l'AGORA, initiative des Etats-Unis. Son objectif est de favoriser l'entrée sur le marché de ce pays des produits de certains pays africains. C'est une idée conforme à la pensée estasunienne du développement de «commerce, aid no».

Le NEPAD prévoit un plan stratégique de développement intégré qui poursuit deux principaux défis, l'un économique : la croissance et l'autre social : la réduction de la pauvreté. Ce plan est axé sur 4 domaines importants économiquement et socialement : eau et assainissement, transports et les nouvelles technologies de l'information et de la communication. Dans ces défis, il y a l'idée que la croissance économique, mesurée en termes de production et de Produit Intérieur Brut permet de réduire l'exclusion sociale de millions de personnes. Or celle-ci n'est pas forcément un moyen qui permet une réduction de la pauvreté sociale ; il est largement démontré qu'une croissance économique n'est pas suffisante pour la réduire dans une société s'il n'y pas un système de répartition de la richesse, organisé par un Etat doté de structures fortes et ayant des ressources suffisantes. Pour accomplir ces deux défis, l'effort des pays industrialisés s'impose en matière d'aide publique au développement et de la réduction de la dette des pays africains. Or pour les premiers, la recherche de la paix, la fin de conflits politiques et de guerre, l'instauration de la démocratie et de la bonne gouvernance, auquel il faut ajouter deux points

prioritaires dans l'agenda de la politique intérieure et extérieure des pays du Nord : la lutte contre le terrorisme et l'immigration illégale.

Dans la seconde partie, il traite le NEPAD d'aujourd'hui en quatre chapitres. Dans le quatrième chapitre, l'auteur analyse un aspect important : le contrôle des partenaires du Nord, lequel se réalise par la mise en place d'un mécanisme qu'il appelle *mécanisme d'examen par les pairs*. En fait c'est la possibilité offerte à ces derniers de constater l'accomplissement des aspects importants comme la bonne gouvernance, une administration bien gérée, tout comme l'amélioration de la justice. A non pas douter, ce mécanisme crée des oppositions ou frictions entre les deux partenaires ; les dirigeants africains considèrent un tel mécanisme comme une ingérence dans les affaires intérieures de leurs Etats. Or ceux du Nord insistent sur ce point pour une raison politique : ils doivent convaincre leurs parlementaires pour l'augmentation de l'aide publique et la société civile, laquelle est de plus en plus impliquée sur les questions internationales. L'expression «bonne gouvernance» est un concept récent dans les relations internationales, qui parfois introduit une certaine morale dans ces relations entre les Etats en imposant un modèle de gestion politique à certaines régions du monde du fait de leur supposé retard en développement. Jusqu'au Coup d'État en Mauritanie en août 2005, on ne peut conclure qu'il y ait une bonne gouvernance dans tous les pays. Le panorama politique et économique africain est pluriel. Il y a toujours des conflits politiques nationaux comme la Côte d'Ivoire ou régionaux comme le Soudan et le Tchad ou comme l'Éthiopie et l'Érythrée, ce qui complique et retracing l'instauration de la démocratie, le respect des droits humains et la liberté économique nécessaire pour le développement socio-économique des sociétés. L'autoritarisme règne encore des pays comme la Guinée Equatoriale, l'Angola, l'Ouganda, les pays de la Corne de l'Afrique... On observe aussi des transitions démocratiques réussies et consolidées comme le Bénin, le Mali, le Cap Vert, l'Afrique du Sud et une amélioration de la situation économique de certains pays comme le Botswana, le Cap Vert...

Quant au cinquième chapitre, après une brève exposition des voies de mobilisation des ressources financières (augmentation des flux de capitaux privés, accroissement de l'épargne locale, augmentation de l'Aide Publique au Développement et le renforcement des mécanismes d'allègement de la dette extérieure...), l'auteur soulève deux questions impor-

tantes dans les relations entre l'Afrique et les pays du Nord : l'aide publique au développement et l'allègement de la dette. A part les critiques légitimes faites sur sa gestion tant du pays donateur comme des pays récepteurs, la première constitue une source importante pour les gouvernements confrontés à des difficultés budgétaires. Or contrairement à ce que dit Jean-Pierre PATAT, il est difficile d'expliquer son rôle dans la croissance économique d'un pays. Ce qui est important, et il en relève, c'est l'engagement pris par les pays industrialisés lors de la conférence sur le développement à Monterrey, au Mexique en mars 2002. D'après les chiffres qu'il donne on note des intentions de certains pays du G8 quant à l'augmentation du pourcentage de leur PIB consacré à l'APD. Or il est tout aussi important d'une part d'améliorer son efficacité en matière de développement et d'autre part de contrôler son utilisation par les pays récepteurs. Le dernier point posant un problème pour certains pays africains qui n'admettent pas le contrôle par un organisme international ; ils considèrent comme une ingérence dans leurs affaires intérieures.

La paix, la démocratie et la bonne gouvernance constituent les points centraux du sixième chapitre. Avec le même esprit qu'au début du livre, il fait le constat de la fin de certains conflits militaires africains et le rôle joué par certains pays comme l'Afrique du Sud et les organisations régionales africaines. Le NEPAD a un rôle très réduit sur le règlement des conflits comme le conflit politique inter-Ivoirien. Les différents processus de changement entrepris au début de la décennie 1990 n'ont pas conduit à l'instauration de régimes démocratiques sauf quelques pays comme le Bénin, le Cap Vert, Mali alors que dans d'autres cas on se trouve dans des régimes qualifiés de « démocraties » où les principes du régime démocratique sont bafoués ; et les mêmes régimes se maintiennent.

Dans le dernier chapitre, il revient sur la croissance, qui aurait augmenté ces dernières années. Mais non pas à un taux suffisant qui permettrait une réduction sensible de la pauvreté, 7 % selon l'auteur, qui prend comme référence le cas de certains pays d'Asie. Le continent africain n'a pas encore atteint un tel taux, même ceux qui reçoivent plus d'investissements étrangers comme les pays producteurs de pétrole comme le Nigeria et l'Angola d'après PATAT. La question de la croissance soulève une problématique tout aussi importante comme les infrastructures ; le développement est d'une importance stratégique pour les économies africaines.

Pour cela il faut non seulement une augmentation de l'APD, mais aussi une augmentation et un ciblage des investissements privés. C'est un point qui a conduit à la France et au Royaume Uni de reconsidérer leur position ; ils accordent un certain intérêt aux propositions du NEPAD sur ces points. A en croire certains économistes libéraux l'existence et l'efficacité des infrastructures constituent un support à la croissance.

Quel est le bilan du NEPAD depuis son adoption? Son résultat est mitigé. Comme le remarque l'auteur lui-même, les investissements privés, source de richesse et croissance économique ont augmenté. Non plus la bonne gouvernance politique des pays ne s'est généralisée dans tout le continent.

Or sans changement des structures du commerce international, c'est-à-dire l'ouverture des produits africains aux marchés des pays du Nord, sans une augmentation significative des investissements étrangers ; l'impact de cette nouvelle initiative sur le développement est insignifiant ou nul en termes de progrès socio-économique pour les populations africaines. Symboliquement, les membres du G8 ont pris en considération la volonté de quelques dirigeants africains de voir établir une nouvelle approche de la question du développement, mais les décisions de ce groupe ont peu d'impact sur les échanges commerciaux et économiques ; ils ne décident pas l'orientation des investissements des entreprises. Cependant leur principal apport se note sur la question de l'APD et celle de l'allègement ou l'annulation de la dette. En se limitant à ce deux points on peut observer que les promesses non tenues des partenaires du Nord. Quels que soient les discours d'intention, les gestes et les initiatives des gouvernements britannique et français, l'augmentation de l'aide publique au développement n'a pas été sensible au cours de ces dernières années. Aussi faut-il préciser que son augmentation aussi soit importante n'est pas une solution définitive aux problèmes liés au développement, si elle n'est pas efficace et orientée à des secteurs stratégiques.

Le NEPAD est certes une initiative louable, mais elle paraît difficilement réalisable, en raison, d'une part, des faiblesses de financement de ses priorités et, d'autre part, de son incapacité à sortir du carcan des politiques néolibérales.

Mohamed Abdillahi Bahdon, Diplômé en Science Politique, Université Montesquieu, Bordeaux, France.

